

Le Libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un régime social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté admissible à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an 6 fr. »
Six mois 3 fr. »
Trois mois 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne
La Rédaction : à Emile AUBIN
L'Administration : à Pierre MARTIN

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an 8 fr. »
Six mois 4 fr. »
Trois mois 2 fr. »

Contre le Tâcheron

Au moment où paraîtront ces lignes, les travailleurs du Bâtiment, en suivant nombreux le cadavre de leur camarade Vazeilles, manifesteront non seulement leur sympathie pour la victime de la pieuvre patronale, mais aussi leur volonté bien arrêtée de lutter sans relâche contre le tâcheron, cette forme honteuse du système Taylor.

Il faut en finir une fois pour toutes avec les cyniques personnalités qui, pour l'appât du gain, poussent les ouvriers du Bâtiment à la surproduction.

Les terribles accidents survenus ces temps derniers, ont prouvé aux travailleurs du Bâtiment que non seulement les tâcherons payaient le plus souvent à un prix dérisoire, mais qu'en outre, pour activer la production, ils négligeaient les précautions les plus élémentaires.

C'est non seulement leur pain, les tarifs obtenus par des luttes nombreuses, que les ouvriers ont pour devoir de défendre. C'est aussi leur vie, mise chaque jour en danger par des exploiters sans vergogne.

Au cours de la bataille sans répit menée par la classe ouvrière contre les forces d'exploitation, des incidents survenaient de temps à autres qui obligent les travailleurs à modifier quelque peu leur tactique et à lutter contre un nouvel ennemi créé par le Patronat.

La lutte contre le tâcheron devient indispensable aujourd'hui. Valets des Villemains et autres manitous de l'Industrie du Bâtiment, les tâcherons doivent être, au même titre que les patrons millionnaires, combattus sans relâche.

La lutte sera plus claire quand nos camarades n'auront plus en face d'eux que les Magnats de la Pierre.

Et, en suivant le corps de leur malheureux camarade à sa dernière demeure, les gars du Bâtiment prendront certainement l'engagement de lutter contre ceux qui sont responsables de pareils malheurs, pour rendre désormais ces sortes de catastrophes impossibles.

Emile AUBIN.

ECHOS

DECORATION

Un délégué du ministre de l'Instruction Publique et un général représentant le ministre de la Guerre se sont rendus à Laon pour porter une médaille de 1870.

— A quelque vieux birbe oublié, allez-vous dire ?

Pensez-vous, Mais tenez-vous bien !

Ces deux messieurs ont tout simplement décoré de la médaille militaire le monument élevé à Laon aux trois instituteurs de l'Aisne fusillés par les Allemands en 1870.

Décorer un homme est déjà un acte stupide.

Mais décorer un monument !

Espérons que lorsqu'on élèvera une statue à Arthur Meyer, on aura soin d'attribuer après le marbre — ou le bronze — la médaille des parfaits larbins.

DEJA !!!

Le 10 mai dernier, lors de la première séance de la nouvelle Chambre, le pré-

sident d'âge après avoir récité un discours plutôt monotone donna lecture de quelques lettres de Q. M.

Vous allez peut-être penser que ces nouveaux élus s'engageaient, par écrit, à travailler pour leur argent et à faire en quatre articles et dix-sept paragraphes le bonheur du peuple !

Vous n'y êtes pas.

Nos trois honorables demandaient tout simplement un congé.

« Déjà ! » cria-t-on dans la salle pendant que M. de Mackau donnait lecture des lettres.

Parbleu !

Ces députés ont au moins le mérite de la franchise et j'aime mieux ceux-là que ceux qui sont toujours présents... à la buvette !

Et puis, présents ou absents, pour le travail qu'ils font...

CHOSSES DU PALAIS

Des Echos Parisiens :

D'un Président :

« Vous n'avez pas à menacer d'un revolver des ouvriers qui sont sur un chantier ; vous n'êtes pas inspecteur du travail, que je sache ! »

D'un Témoin :

« Les deux agresseurs ont pris un tas de pierres, qu'ils ont lancés en plein dans la rue. »

D'un Avocat, à la 9^e Chambre de la Cour de Paris, présidée par M. Cabat :

« Vous ne pouvez cependant pas allouer, Messieurs, le même chiffre de dommages que si le décès était complet ! »

D'un témoin, à la 8^e Chambre correctionnelle présidée par M. Chapais :

« L'inculpé ne m'a pas inspiré confiance. Il n'a pas une physionomie de père de famille ! »

D'un Avocat Général, aux Assises de la Seine :

« Leur culpabilité résulte de leur quasi-aveux et de leurs dénégations stupides. »

D'un Avocat Général, aux Assises de la Seine :

« Ces individus peu recommandables connaissent souvent le droit criminel mieux que certains magistrats. »

FEDERATION COMMUNISTE ANARCHISTE REVOLUTIONNAIRE

Après la Campagne antiparlementaire

Appel aux Anarchistes

La campagne électorale est terminée, mais les imprimés qui ont servi au cours de cette campagne ne sont pas encore complètement payés, il reste un déficit de 1.600 francs, se répartissant comme suit :

Imprimerie Dangon (tracts).....	700 »
La Ootypographie (affiches).....	528 »
Cité Communiste E. Giraud (brochures).....	250 »
Divers :	
Graphiques (circulaires).....	30 »
Billets d'envoi.....	10 »
Papier, ficelle, etc.....	70 »
Total	1.600 »

L'imprimerie Dangon menace le trésorier Albret de poursuites, étant donné qu'il est lui qui a pris la responsabilité du crédit ; que les camarades fassent un effort immédiat ; il doit bien se trouver en France 1.600 anarchistes susceptibles de verser un franc et de ce fait la dette sera liquidée.

A la dernière réunion des correspondants, des groupes ont déjà pris les engagements ci-dessous :

Club anarchiste communiste (Paris) 40 »	
Groupe du XIII ^e (Paris).....	10 »
Groupe d'Ivry (Seine).....	15 »
Groupe de Pantin (Seine).....	15 »
Groupe du XIX ^e (Paris).....	15 »
Les Amis du LIBERTAIRE.....	20 »
Un anonyme.....	50 »

Que cet exemple soit suivi.

A l'aide ! Camarades.

Le Trésorier, ALBRET, 51, rue Lhomond Paris (V).

A BAS BIRIBI !

Six « Joyeux » en prévention de conseil de guerre

ILS AVAIENT DEMANDÉ A BOIRE !

Nous avons reçu la lettre suivante :

Camp de Servière, 3 mai 1914.

Frère,

Nous venons te relater une affaire, la nôtre, que l'autorité militaire tâche d'étouffer, et sur laquelle le général Pistor a gardé le silence, malgré une enquête qui lui a révélé la vérité.

Nous venons te demander de porter ces faits à la connaissance des hommes de cœur, et nous sommes persuadés que tu ne nous abandonneras pas.

Voici :

C'est à la suite des mauvais traitements, indiqués ci-dessous, que nous nous sommes révoltés, car c'est douloureux à dire, mais nous l'avons franchement et sincèrement, c'est la faim qui nous a poussés à agir comme nous l'avons fait.

Lorsque mon camarade Foucat et moi, nous avons demandé de l'eau pour boire, la réponse du caporal de la 6^e compagnie, nommé Couture, a été celle-ci : « Vous pouvez crever comme des chiens, vous n'en aurez pas. »

Pour mon compte personnel (Crouzet), j'ai eu le malheur de frapper à ma porte, à huit heures du soir, pour demander à boire, vu que l'on ne m'en avait pas donné depuis deux jours.

Trois sergents de ma compagnie, ainsi que le chef, vinrent et ils me ligotèrent comme un saucisson. Les noms de ces gradés sont : le sergent-major Coggia, les sergents Clavier, Hérod et Barreux, de la 2^e compagnie.

Le sergent de garde de la 6^e et six hommes de garde me passèrent à tabac une fois attaché.

Le commandant Abat, du 5^e bataillon au Kef, me tira dessus, et c'est un miracle si je n'ai pas été touché, car la balle me passa au-dessus de la tête ; il me braqua encore une fois son revolver sous le nez et me fit mettre la camisole de force séance tenante, mais, après de violents efforts, je suis parvenu à me débarrasser de mes liens, tellement ils étaient serrés et je les ai réduits en miettes.

Voilà les faits qui occasionnent notre comparution en conseil de guerre où nous pouvons attendre vingt ans de travaux forcés.

Aux locaux disciplinaires du Kef, la soupe est insuffisante et immangeable, car au régime cellulaire auquel nous étions tous les six, nous n'avions le matin, dans notre gamelle, que des os, et le soir de même, sauf que nous n'avions même pas d'os ; tout cela était complètement froid, grasseux. En un mot, nous crevions de faim.

Quand nous eûmes tout démolé dans notre cellule, portes, barreaux, etc., nous avons été transférés à la prison civile du Kef ; nous en gardons un souvenir relativement agréable, car pendant les deux mois et demi que nous y sommes restés, nous avons été assez bien traités.

En plus de cela, le gardien chef a rendu compte au général Pistor que la soupe était insuffisante pour des jeunes gens de vingt ans et immangeable.

Du reste, le général Pistor, après l'enquête secrète qu'il a faite avant de se rendre au Kef, a appris que tous les soirs, les trois quarts des « joyeux » des 2^e et 6^e compagnies du Kef venaient acheter du pain, ou bien des boîtes de lait condensé pour pouvoir manger.

Mais rien n'a été changé.

Et maintenant, nous sommes en prévention de conseil de guerre ; c'est la fin de notre existence, car nous sommes perdus tous les six, si aucune voix ne s'élève du continent pour nous sauver.

La faim, les injures, les coups, la torture, la mort, voilà ce qui nous attend, jeunes gens, qui allez à l'armée avec une conscience d'homme, non de pantins...

Concluez, agissez !

Léon Crouzet, Foucat, Gora, Dedieu, Falguera, Bothbu.

Est-ce douloureux ?

Six hommes en prévention de conseil de guerre.

Six hommes qui, après avoir souffert les pires tortures physiques et morales, seront peut-être assassinés demain, si nous ne nous interposons pas à temps.

Toujours de nouveaux assassins, toujours de nouvelles victimes.

Et devant ces faits, aussi tragiques que révoltants, nous autres les anarchistes, qu'allons-nous faire ?

Allons-nous laisser en paix les dignes émules des Sabatier, Beignier, Casanova, Pan-Lacroix, etc., etc., martyriser et assassiner leurs victimes, sans essayer de sauver nos camarades pendant qu'il est encore temps ?

Car, vingt ans de travaux publics, pour des révoltés, c'est la mort à brève échéance.

Et cela, il ne le faut pas !

Il faut qu'immédiatement la voix des anarchistes s'élève, sonnant le réveil pour ceux qui semblent assoupis, mais qui vibreraient et qui lutteraient avec nous pour ceux qui, là-bas, sous le soleil brûlant d'Afrique, sont depuis trop longtemps les jouets et les victimes des scélérats galonnés !

Il nous faut arracher au militarisme ses victimes ; il faut, une fois pour toutes, en finir avec les Conseils de guerre, avec Biribi et toutes ses horreurs.

Recommençons la lutte avec plus d'ardeur et, s'il le faut, avec plus de violence que jamais, afin d'empêcher la liste funèbre, déjà si longue, hélas ! de s'allonger davantage.

Et que la lutte que nous allons recommencer soit le prétexte de la disparition des Bagnes Militaires.

Tous debout pour réveiller le Peuple, tous debout pour porter le coup mortel aux Conseils de guerre.

Cela, le voulons-nous ? Si oui, nous le pouvons ; si non, nous serons, par notre inertie et notre lâcheté, aussi responsables que nos gouvernants des nouveaux crimes qui se commettent.

En Afrique, des camarades agonisent. Au secours ! Au secours !

UN JEUNE.

La grève des gaziers de Bourges

Réponse au citoyen Jacquot

En grève depuis plusieurs jours et voyant qu'aucun pourparler ne s'engageait avec le directeur de l'usine (l'infatigable Savary), les ouvriers gaziers de Bourges décidèrent de tenir une grande réunion publique et de faire appel à toute la population : ouvriers, consommateurs, commerçants.

Tous les politiciens de la région vinrent prendre la parole à cette réunion qui était présidée par le citoyen Dumais, maire de Saint-Amand et député du Cher. Tous, à l'exception du camarade Hervier, profitèrent de l'occasion pour faire du battage électoral, et ils s'occupèrent non pas des intérêts des ouvriers en grève, mais de conquérir quelques électeurs.

Mais la palme revient au citoyen Jacquot, délégué de la Fédération nationale de l'Eclairage ; ce triste sire, non content de faire de la politique, poussa l'impudence jusqu'à attaquer les anarchistes en insinuant que la Liberté du Travail était dirigée par des anciens libéraux. Puis, montrant trois vieux camarades à barbe blanche qui se trouvaient à la tribune, il déclara qu'il fallait les soutenir parce qu'ils n'étaient pas anarchistes.

Présents dans la salle, quelques camarades anarchistes ont préféré se taire afin de ne pas faire perdre aux grévistes — par une dispute ou une bagarre — la sympathie de ceux qui se trouvaient là.

Mais ils sont bien décidés à ne pas laisser les politiciens et les canailles du genre Jacquot prendre la direction du mouvement gréviste, de même qu'ils ne toléreront pas que des canailles viennent prêcher aux travailleurs le calme et la résignation.

Nous savons — et nous le dirons aux

ouvriers — que si par l'action directe il y a des victimes, c'est pourtant seulement de cette façon qu'on obligera les patrons à céder.

Par la méthode des bras croisés — au contraire — ce sera par douzaines que nous complèterons les victimes, et les rares camarades qui reprendront le carcan de misère et d'esclavage le feront à tête basse, obligés qu'ils seront de subir, comme par le passé, — et plus encore peut-être, — les vexations de l'immense Savary dont les Jacquot sont les complices.

Malgré les injures de l'individu guano-misé, les travailleurs comprendront qu'ils n'ont rien à attendre des politiciens qui les flagorent pour décrocher un mandat de député ou de conseiller.

Et ils diront avec nous que mieux valent les actes d'un Vaillant ou d'un Emile Henry — actes absolument désintéressés — que les boniments des Jacquot et autres membres du parti radical, — auquel appartient ce triste monstre, — de ce parti radical qui a sur la conscience : Villeneuve-Saint-Georges, Narbonne, etc.

Paul Pichon.

Les Amis du "Libertaire"

Tous les mardis, à 9 heures du soir, réunion du groupe des amis, salle Chapot, 5, rue du Château-d'Eau. Appel est fait à tous ceux qui s'intéressent au journal.

Les Amis du "Libertaire", convaincus de l'utilité de la réorganisation de l'union régionale sur les mêmes bases que complotent la F. C. A. R., se conformant aux décisions du Congrès anarchiste, invitent tous les groupes anarchistes, communistes de Paris et de la région, à discuter de suite la question dans leurs groupes et de venir en discuter les principes à l'assemblée générale qui aura lieu samedi 13 juin, salle du Foyer, rue Champlain, 16.

Les camarades sont avertis qu'une bague sera organisée le 5 juillet au profit du "Libertaire". Le détail dans le prochain numéro.

Harry Richmonds.

LA PLACE DU PARTI SOCIALISTE

Voilà le ministère démissionné ; les libéraux, je sais, s'intéressent assez peu à des événements de cette sorte. Gouvernés et exploités par bonnet blanc ou blanc bonnet, c'est pour eux la même chose et certes, ils n'ont pas tort.

Cette crise ministérielle cependant, présente quelque chose de nouveau, c'est qu'elle va permettre l'avènement du parti socialiste au pouvoir.

Depuis longtemps cet avènement était prévu et combien désiré par les ministres, mais on ne croyait pas que les choses allaient marcher aussi vite. De tout leur effort, les politiciens arrivés et les classes dirigeantes appuyaient à droite ; retraites militaires, fête de Jeanne d'Arc rendue officielle, restauration partielle de la religion. Le meurtre de Calmette semblait avoir accentué encore cette évolution, en mettant la sympathie des foules que leur sentimentalité irréflectible porte à soutenir les victimes, du côté du parti Calmette.

Et voilà que les machinistes de la vague cléricalo-nationaliste en sont pour leurs frais. La France suit son petit bonhomme de chemin sans s'occuper des contingences, des modérés ; elle était collée aux radicaux, et la voilà qui vient aux socialistes ; je ne dis pas au socialisme, car c'est tout différent.

L'alliance au grand jour du parti radical et du parti socialiste s'impose ; impossible de s'en tenir aux caquettes, il faut choisir ; avec le briandisme ou le radicalisme et le radicalisme ne peut plus gouverner sans la collaboration des socialistes.

Comment envisager cette collaboration ? Elle paraît ne pouvoir l'être autrement que par la participation ministérielle des socialistes. Les radicaux entendent que les socialistes prennent leur

L'Abattoir Patronal

Quand donc, camarade, te réveilleras-tu ?

Quand donc te réveilleras-tu contre les procédés infâmes employés par les patrons, qui te pressurent et te volent ?

Non seulement te faisant travailler, te payant un salaire dérisoire, mais encore te volant, ton plus grand bien, ta santé ! Lis ces quelques lignes qui vont suivre, et tu ne pourras faire autrement que de serrer les poings et de souhaiter que l'infâme exploiteur qui commet des actes semblables reçoive enfin le châtiment qu'il mérite. Voici l'histoire :

Dans une grosse maison de commerce, au n° 107 de l'avenue Parmentier, on lit : Maison Markt et Cie... et l'on passe.

Les malheureux préposés à l'emballage travaillent dans un sous-sol sans air, où les poussières de toutes sortes voltigent et sont absorbées par les forçats préposés à ce travail. Sur les plaintes de quelques-uns, des courants d'air furent établis pour purifier l'air. Mais alors se produisit une autre catastrophe. Au lieu de chaque empoisonnement par l'air infect qu'ils respiraient (les water-closets étant placés à proximité), c'était le courant d'air, qui leur donnait la pleurésie, la bronchite pulmonaire, maladies assez graves pour nécessiter l'admission à l'hôpital.

Après ces faits, assez fréquents, des camarades, préférèrent quitter leur place. Ah ! alors, le sous-verge de ce patron assassin joue des poings, frappe le malheureux qui se plaint et hurle : « Tiens, crapule, voilà pour toi ! » le frappant en pleine figure, et ensuite il le flanque à la porte !!!

Allons, camarades, assez de soumission. A cette brule, répondez comme elle le mérite, et sans hésitation employez les mêmes a...ments.

part de toutes les responsabilités, et les socialistes évidemment en tant qu'individus ne demandent qu'à les prendre ces responsabilités qu'on leur paiera 60.000 francs par an, un joli chiffre.

Jusqu'ici, quand un socialiste entrait dans un ministère, on le mettait à la porte du parti ; officiellement bien entendu ; cela n'empêchait pas de se voir, mais tout de même, pour la galerie, le socialiste ministre était baptisé traître, un mot certes qu'il ne faut pas prendre au tragique à l'heure présente mais qui, cependant, ne constitue pas une référence suffisante pour permettre à un homme de représenter un parti.

Il va falloir maintenant que les socialistes puissent être ministres sans se voir qualifier de cette épithète fâcheuse, le parti socialiste devra permettre la participation au pouvoir ; probablement va-t-il convoquer un congrès national extraordinaire qui donnera cette permission.

Au pouvoir, les ministres socialistes s'usent très vite. Si la C.G.T. n'était pas devenue si sage, si les anarchistes étaient mieux organisés, la bonne tactique serait de précipiter cette usure, en suscitant, par exemple, une grande grève. Il y a au budget un milliard de déficit qu'il s'agit de combler ; on sera obligé, même en n'entretenant aucune réforme sociale, de frapper à la porte des riches. Ce n'est donc pas le moment de songer à jeter même l'os le plus sec au prolétariat.

Il y a, je sais, le retour au service de deux ans et même des milices chères à Jaurès, une très grande chose et qui ne se fera pas du jour au lendemain.

Je vois avec plaisir qu'en août prochain, les anarchistes auront un congrès international, que de toutes parts s'a-

veillent des volontés d'organisation et que l'on pense même à restaurer la vieille Internationale.

La C.G.T., on l'a vu, ne peut suffire à préparer la révolution sociale. Groupement d'ordre économique, elle est empêchée par ses éléments réformistes, par la masse de ceux qui ne considèrent le syndicat que comme une machine à augmentations de salaires et ne veulent pas entendre parler d'autre chose.

Il est donc absolument nécessaire qu'il y ait un parti d'opposition à gauche, qui suscite au cœur du prolétariat la révolte contre l'état de choses actuel et prépare la révolution. Le parti socialiste passe au gouvernement bourgeois sa place est à prendre et les anarchistes peuvent le faire sans renoncer en rien à leurs principes s'ils veulent sérieusement s'organiser.

D^r MADELEINE-PELLETIER.

SALLE DE LA MAISON COMMUNE
49, rue de Bretagne (Métro Temple)
Samedi 6 juin, à 8 heures et demie du soir

Grande Soirée Artistique

au bénéfice du compositeur L. A. Droccos avec les concours assurés de

Mme Nelly BORELLO

de l'Eldorado

Caston VANNIER

de l'Opéra-Comique

dans leurs dernières créations

de nombreux artistes des concerts de Paris

et des principaux chansonniers

de Montmartre

De la « MUSE ROUGE »

dans leurs dernières œuvres

du Groupe Théâtral du 20^e, etc.

Petite allocution sur la Chanson

par Mme CAPPY-MARQUES

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 75

On peut se procurer des cartes :

49, rue de Bretagne

à la Bataille Syndicaliste, à l'Humanité,

au Libertaire, etc.

Leçons de chant, de piano, solfège. Prix

très modérés. L. A. Droccos, 45, faubourg

Saint-Martin, Paris.

La main-d'œuvre étrangère

POUR LE CAMARADE LACOTTE.

Ne voulant pas que l'on puisse penser que je suis hostile à la propagande générale de *Terre Libre*, je me hâte de préciser que si j'ai regretté que ce journal ait publié, en décembre dernier, un article contre la main-d'œuvre étrangère (et non contre la jaunisse étrangère), c'est parce que je sentais qu'une telle propagande ne pouvait que nuire au syndicalisme d'action directe défendu par les « terre-libristes ».

Quoi qu'en dise Lacotte, j'ai toujours compris que l'on rende la vie intenable aux jaunes d'où qu'ils viennent, mais en ne nuisant pas aux intérêts moraux et généraux de la classe ouvrière. Nous ne pouvons admettre que, sous prétexte de jaunisse, l'on dresse les travailleurs français contre la généralité des travailleurs des autres pays que les nécessités de l'existence contraignent à venir se faire exploiter en France.

Dans la lutte que nous menons contre l'exploitation de l'homme par l'homme, nous ne pouvons, en calquant nos procédés de lutte sur ceux des bourgeois, qu'arriver aux mêmes résultats que la bourgeoisie. Et c'est bien d'un esprit propriétaire que de vouloir réserver le travail qu'il y a en France pour les seuls Français.

Car, quoiqu'il écrive le contraire, Lacotte ne s'est pas borné à mener campagne contre la jaunisse étrangère. Si ce camarade s'était borné à cela, nous n'aurions pu que joindre nos efforts aux siens, nous n'aurions pu que combattre tous les larbins qui pactisent avec l'autorité.

Mais dans l'article mal inspiré qui a engagé la bataille sur cette question douloureuse de la main-d'œuvre étrangère en France, Lacotte essayait de faire considérer comme traitres à la classe ouvrière la généralité des prolétaires étrangers travaillant dans « notre » pays.

Une affirmation aussi injustifiée ne peut avoir d'autres résultats qu'un renouveau de ces sentiments chauvins qui font prendre l'apparence pour la réalité. Que d'ouvriers attardés vont encore répétant que la cause de la misère n'est pas l'exploitation patronale, mais le trop grand nombre d'étrangers occupés par les employeurs français.

Alors que nous devrions montrer l'invasion de la France par les travailleurs des autres pays comme une conséquence inéluctable des augmentations de salaires obtenues ces dernières années, alors que nous devrions profiter de cette occasion pour démontrer à nos camarades de misère l'innocence du réformisme et la nécessité d'une transformation totale de la société actuelle, Lacotte nous propose de persévérer dans l'erreur où nous sommes engagés et de continuer les errements du passé.

Ah ! comme elle est symptomatique cette exclamation : « Continuer à se serrer la ceinture au nom de l'Internationale ? Merci ! nous en avons souppé ».

Ainsi, pour Lacotte, les responsables de la misère et de la faim ne sont pas les exploités, ce sont les travailleurs étrangers. Pour ce camarade, tous les ouvriers n'ayant pas eu comme lui le bonheur de voir le jour en France sont des traitres. Ils constituent la « jaunisse étrangère ».

Animé par la plus évidente mauvaise foi, par le désir d'avoir raison malgré tout, Lacotte écrit en sous-entendant que c'est ma pensée : « Un étranger qui fait baisser les salaires n'est pas un jaune. » Pauvre copain obligé de m'attribuer des idées que je n'ai pas pour pouvoir défendre sa thèse ! Pauvre Lacotte obligé de me mettre avec les politiques et d'affirmer que je jette le discrédit sur sa *Terre Libre* pour avoir une apparence d'argumentation ! J'espère et je crois que toutes les campagnes des « terre-libristes » ne sont pas faites dans le même esprit.

Quant à exiger que tous les travailleurs étrangers venant en France soient syndiqués dans leur pays, cela est pratiquement irréalisable. Il ne faut pas oublier que nous ne sommes qu'un demi-million à notre C. G. T. sur sept millions et demi d'ouvriers français.

D'autre part, le syndicalisme des autres populations européennes n'est pas semblable à notre syndicalisme d'action directe.

En Allemagne, deux millions et demi de syndiqués sont totalement inféodés aux politiques jaunes de la sociale-démocratie. En Suisse, on voit des policiers, des pasteurs protestants à la tête des organisations ouvrières. En Italie, l'« Edilizia », la centrale du bâtiment, est surtout préoccupée de politique électorale et du recrutement des émigrés.

En Hollande, la centrale réformatrice du bâtiment, reliée comme notre Fédération aux secrétariats internationaux du bâtiment, est occupée principalement à fournir des briseurs de grèves aux patrons pour faire échec aux re-

vendications présentées par les ouvriers adhérant à la Fédération hollandaise du bâtiment (de tendance révolutionnaire).

Faut-il citer la Fédération américaine du travail dont la collaboration avec les pires ennemis de la classe ouvrière, gouvernants, prêtres et patrons est bien connue.

Et pourtant — Lacotte l'ignore-t-il ? — la Centrale des syndicats allemands, la Centrale suisse, l'« Edilizia » italienne et la Fédération américaine du travail sont rattachées comme notre C. G. T. à l'Union Syndicale Internationale.

Bien entendu, les ouvriers jaunes adhérant à ces organisations conservatrices, mais faisant figure de syndicaux pourraient pénétrer en France si l'on admettait la manière de voir de Lacotte et si l'on était en mesure de l'appliquer.

Vouloir pratiquer une telle mesure, vouloir obliger les travailleurs étrangers venant en ce pays d'être syndiqués chez eux, c'est vouloir une duperie.

Au lieu de cet autoritarisme inintelligent, il est préférable d'arracher la possibilité pour les étrangers résidant en France de se mêler activement à la propagande et à l'action syndicale sans craindre d'être expulsés. C'est à cela que s'est arrêté notre Congrès du Bâtiment et c'est à cette besogne que je convie Lacotte.

Actuellement, la solution de la question de la main-d'œuvre étrangère consiste à créer dans la classe ouvrière un état d'esprit hostile aux renégats et aux jaunes, à propager toujours plus l'idée révolutionnaire et à augmenter la puissance combattive de nos syndicats. Mais cela est encore insuffisant.

Le vrai moyen de résoudre à jamais l'emploi des travailleurs étrangers en France, de solutionner la question sociale posée de nouveau par un fait secondaire, c'est d'expropriar la bourgeoisie, de remettre le peuple en possession de ce qui lui appartient. La révolution sociale seule peut nous assurer à tous le pain quotidien, que Lacotte et les camarades ne l'oublient pas.

Auguste LEGRIS.

N.B. — La deuxième réponse de Gandon contenant sous une autre forme les mêmes arguments que sa première, je ne puis que renvoyer les camarades ne craignant pas de s'ennuyer à mon article du *Libertaire* du 23 mai 1914.

VARIÉTÉS

Les Chiens errants

Ils vont, de carrefour en carrefour, fielleux et sorniois, le regard mauvais.

Ils ont quitté un jour le sain labeur de la terre, sous le ciel libre des campagnes peu à peu abandonnées. Ils sont allés vers la ville, gouffre insatiable, mangée d'hommes, tombeau des volontés, prostitué leur cerveau, vendre leurs robustes épaules à l'infâme besogne — l'idéal à rebours ! Le montagnard, garde-chiourme à la mine ; le laboureur laissant sa charrie pour le tapis ; le berger se faisant gendarme ; le pâtre devenu muet ; le troubadour transformé en laquais ; Virginité devenant Prostitution ; Sérés esclave d'Orphée !...

Rossés par leurs maîtres ; dédaignés du bourgeois ; reniés et haïs par le peuple ; méprisés par tous, chiens errants et hargneux, bavant la haine et la menace, le muflé grognon, ils vont deux par deux, accouplés au même joug, tête basse, les épaules arrondies sous la livrée des brutes.

Ils vont de carrefour en carrefour, toujours dans le même cercle, repus de nonchalance et d'oisiveté avec l'allure de fauve en cage, dont ils laissent derrière eux l'odeur particulière : tout ce qu'ils ont gardé de leur origine...

On les appelle des flics.

A. Narchot.

Ce que devrait être le Syndicalisme

Si nous voulions suivre les conseils de certains militants syndicalistes, le mouvement ouvrier, malgré tous leurs efforts, serait frappé de stérilité.

Ces conseils peuvent se résumer ainsi : Au syndicat, on ne doit s'occuper que de questions professionnelles et chacun, en dehors de l'organisation, a le droit de professer n'importe quelle idée philosophique ou religieuse : être patriote ou antipatriote, déiste ou athée.

Pour ces camarades, faire du syndicalisme, c'est discuter à perte de vue sur des réformes à conquérir, sur quelques améliorations à demander.

Nous sommes quelquefois-uns à croire que le but du syndicalisme est d'attaquer sans relâche le Capital, puisque chaque amélioration conquise doit être

enlevée de force aux détenteurs de la propriété.

Or, pour saper le Capitalisme, pour le vaincre et l'obliger à nous faire des concessions en attendant sa chute définitive, il nous faut nécessairement attaquer les institutions sociales qui le défendent.

Sans cesse, il nous faut rechercher les points faibles de l'adversaire, et comprendre aussi les raisons de sa puissance. Or, il est indéniable que l'ignorance populaire est un facteur important pour les capitalistes et que ceux-ci savent fort bien que leur domination a d'autant plus de chances de durer que la mentalité populaire sera moins élevée. Nous devons donc combattre l'ignorance sous toutes ses formes :

Détruire l'idée religieuse qui fait de ses adeptes des soumis et des résignés et prépare aux possédants des hordes d'êtres tremblants et incapables du moindre geste de révolte.

Détruire aussi le respect du militarisme et du patriotisme et cela, non seulement parce que la caserne forge des mentalités atrophiées et étroites, mais aussi parce que l'armée est, à l'heure actuelle, le meilleur soutien du Capitalisme.

Comment peut-on être syndicaliste, batailler contre son patron et être en même temps patriote, militariste, c'est-à-dire respecter et aimer cette Armée qui, à chaque conflit, tourne ses batteries contre la classe ouvrière, quand elle ne fusille pas les prolétaires assez audacieux pour réclamer plus de bien-être et plus de liberté ?

Puisque le syndicalisme veut la suppression du Patronat et du Salariat, il doit saper le Capital en s'attaquant à ce qui le défend : Armée, Religion, Police, Magistature, Autorité.

C'est seulement en se plaçant sur ce terrain qu'il vaincra.

A. Kieffer.

Comité de Défense Sociale

POUR MASETTI, PÉAN, LAW

Le Comité invite tous les camarades révolutionnaires anarchistes, syndicalistes, tous les hommes de cœur à venir protester en faveur de ces victimes des gouvernants, au

Grand Meeting

qui aura lieu samedi 6 juin à 8 heures 30 du soir, salle Jouty, 149, rue de Paris.

à Montreuil-sous-Bois

ORATEURS INSCRITS

Thullier, qui parlera de l'affaire Masetti. Emile Aubin, qui parlera de l'affaire Law. Péroquet et P. Cussy, qui parleront de l'affaire Péan et un camarade du groupe italien.

Entrée gratuite.

Ce qu'il ne faut pas faire

Dans le *Libertaire* du 23 mai, sous le titre « Ce qu'il faudrait faire », la camarade Pelletier supputant d'avance les bénéfices qui, d'après elle, doivent forcément résulter, en faveur de notre action, du fait de l'élection de 102 députés socialistes à la Chambre, reprend à son compte les propositions que, voilà 4 ans, la fameuse équipe de la G. S. lança dans le but de former un parti révolutionnaire.

Pour atteindre ce but, inévitablement la camarade nous conseille — probablement sans y avoir bien réfléchi — de faire au peuple des concessions de principe, ce que justement nous reprochons chaque jour, avec force, aux candidats unifiés qui, pour capter des voix, altèrent les principes socialistes et en dénaturent la portée révolutionnaire.

Et bien ! c'est ce qu'il ne faut pas faire !

Voyons, pour conquérir le peuple faut-il, à l'exemple des politiques, faire des concessions de principes qu'à bon droit et avec juste raison, nombre de camarades considéreraient comme une défaite morale ?

Ce n'est pas en abaissant notre idéal jusqu'au peuple qu'on fera de grandes choses ! Elever, au contraire, le peuple jusqu'à notre idéal, voilà le travail, le véritable travail révolutionnaire qu'ont si bien compris ceux qui, inlassablement, et malgré les défaillances et les reniements, ont poursuivi l'œuvre d'éducation des individus.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que semblables suggestions circulent dans nos milieux. Sous prétexte de possibilisme, de réalisations immédiates et, tout dernièrement, d'action réaliste, que de louches ambitions, de reniements scandaleux et de démoralisantes évolutions n'avons-nous pas enregistré depuis 20 ans !

La tactique de propagande qui, en vue d'un recrutement nombreux, abandonnerait les principes fondamentaux de l'anarchie n'aboutirait, dans la pratique, qu'à éliminer des nouveaux groupes les éléments les plus enthousiastes, les plus actifs et les plus généreux. Cela est si évident que, dans une certaine mesure, l'action anarchiste a perdus des éléments les meilleurs du socialisme quand celui-ci s'est lancé sur la pente de l'opportunisme parlementaire.

Si, perdant pied dans cette déroute générale des consciences et des caractères — déroute qui caractérise notre époque — les anarchistes devaient, préoccupés uniquement d'organisation et de recrutement, diminuer la beauté et amoindrir la force de leur idéal, ce serait de leur part l'acte politique le plus inconsidéré.

Tous les partis qui ont pratiqué cette politique d'opportunisme sont, à l'heure actuelle, en pleine déliquescence. Raison de plus pour, au spectacle de telles expériences, rester nous-mêmes et résister à ce courant de décadence. En agissant ainsi, nous constituerons, si peu nombreux que nous soyons, une force morale capable d'influer sérieusement sur les événements critiques qui se préparent.

D'autre part, escompter au profit du mouvement anarchiste les fautes que fatalement les socialistes seront appelés à commettre si jamais — ce qui n'est pas encore fait ! voyez l'opposition des Bracke, Cachin, Allard, Compère-Morel et Cie — ils partagent le pouvoir avec les partis bourgeois, c'est de bonne guerre !

L'évolution historique, en effet, orientera forcément vers l'anarchisme les plus intelligents et les plus énergiques d'entre les électeurs socialistes animés de sincères convictions. Au besoin, notre clairvoyance saura faciliter cette évolution.

Est-ce donc à ce moment-là, camarade Pelletier, que nous devons amoindrir notre idéal, le démocratiser, tout cela pour le vulgariser dans la masse ?

Ce n'est pas en louvoyant, en biaisant que nous atteindrons le but assigné à nos efforts. A ce jeu nous risquerions fort de tromper les autres et nous-mêmes. C'est, au contraire, en proclamant bien haut et sans réticence nos aspirations, nos révoltes et nos colères que nous rallierons autour de nous les indécis et les découragés.

Mais, cependant, comme anarchistes, nous devons compter davantage, pour réaliser notre idéal, sur la puissance de notre volonté, la fermeté de nos convictions, l'étendue de notre savoir et la force de notre enthousiasme que sur les fautes de nos adversaires et les rancoeurs de ceux qui, trompés par leurs promesses, ne sauraient le plus souvent apporter que du découragement et du scepticisme.

L'histoire est là pour nous apprendre qu'un milieu nouveau évoluant dans le sens de la liberté fut davantage le fait d'hommes d'action à forte volonté que

le résultat d'une décomposition intérieure.

Pour n'avoir point su réagir contre la décadence présidée par les Heliogabale, les Néron et les Caligula, les Romains succombèrent sous l'invasion des Barbares. La civilisation en fut momentanément interrompue.

Les révolutionnaires de 1789-1793, au contraire, loin d'attendre leur délinquance de la corruption des Capétiens de la fin du XVIII^e siècle, inaugurèrent une nouvelle civilisation humaine en portant la hache et la torche dans les institutions oppressives de l'époque.

Certes, nous enregistrons les faits devant fortifier notre argumentation ; ces faits pourront même, au besoin, selon leur importance et les circonstances dans lesquelles ils se seront produits, servir de base pour une campagne d'agitation.

Dans l'état actuel des choses nous n'avons certainement pas la simplicité de croire immédiatement réalisable l'idéal anarchique. Mais ce n'est pas à répéter constamment que l'anarchie est une utopie généreuse, une rêverie pour l'an 5000 qu'on parviendra à la faire entrer dans les mœurs. La résultante sera proportionnée aux efforts faits dans le sens libertaire, ne l'oublions pas ! Du reste, qu'une révolution éclate, et le travail de préparation fait antérieurement réservera des surprises agréables même aux plus sceptiques !

Les suggestions de Madeleine Pelletier, ainsi que toutes celles de ses devanciers, sont donc autant de chemins détournés où se disperseront inutilement ceux qui s'y engageront.

Pour ce qui est des discussions oiseuses au sein de certains groupes, c'est une maladie qui passera quand la vie sollicitera les énergies en mal d'action.

L'anarchiste qui vit au milieu du peuple, en partage les souffrances, en comprend les angoisses et en étudie les besoins saura, mieux qu'aucun autre, le concours des circonstances aidant, en orienter les efforts et les colères dans le sens de nos conceptions.

Ce travail incessant de propagande et d'agitation ne saurait cependant s'exercer au détriment de l'œuvre d'éducation.

En effet, toute discussion théorique sérieuse a une utilité incontestable.

Bien entendu, nous n'entendons point par là ces ratiocinations interminables qui, déviant le plus souvent sur un point unique du débat, ne font qu'énervier et émasculer ceux qui y participent. Par discussion théorique nous comprenons la causerie éducative ayant pour but de détruire les préjugés, de donner des connaissances générales ; également celle qui précise certains points de doctrine et les modifie au besoin si la valeur que nous leur accordons ne correspond point exactement à l'observation des faits et aux données de l'expérience.

Quant à la critique philosophique des institutions, jamais les anarchistes ne l'élèveront trop haut. Nous devons, afin de ne point prêter au ridicule, abandonner un verbiage prétentieusement scientifique destiné, le plus souvent, à masquer un manque de savoir.

Dans un langage clair, simple et fort tout à la fois, nous continuerons d'attaquer les préjugés et leurs conséquences dans l'ordre des faits économiques, politiques et moraux.

Combattre un gouvernement, en dénoncer les crimes, en déjouer les manœuvres et en flétrir les infamies, c'est bien !

Cette propagande qu'à défaut d'intelligence politique l'instinct de conservation nous commanderait de mener est une lutte nécessaire mais purement défensive. Or, en même temps et quelquefois préalablement il y a tout un travail d'attaque, de destruction que seule l'éducation méthodique peut entreprendre. En effet, s'attaquer au préjugé Etat et saper le principe autoritaire vaut bien la critique des actes des hommes au gouvernement.

Désorganiser le militarisme et en ébranler la discipline est indispensable ; mais détruire le préjugé de Patrie l'est encore plus. Cependant, sous peine de verser dans un exclusivisme qui ne se comprendrait pas, ces deux propagandes, l'une s'attaquant aux principes, l'autre aux conséquences, loin de s'exclure se complètent.

Du reste, l'une et l'autre répondent à la diversité des tempéraments, des facultés et des connaissances de chaque individu.

Certes, dans notre marche à l'idéal, nous sommes constamment rappelés à la réalité des choses par les obstacles qu'à chaque instant nous opposent les institutions sociales. Mais il ne faut pas oublier que ces obstacles nous viennent d'institutions puisant leur vitalité, leur force dans la croyance populaire convaincue de leur utilité de leurs bienfaits.

Malgré cela, dans la période de préparation des mentalités qu'est toute évolution, nous devons, parallèlement à la besogne négative et sans négler les faits qui viennent à l'appui de nos thèses, pousser de toutes nos forces les travailleurs vers les conceptions anti-étatiques et communistes qui répondent déjà aux besoins actuels d'autonomie individuelle et de libre fédération des groupes producteurs.

C'est ce que si fortement nous enseignons le plus puissant et le plus documenté des écrivains anarchistes, notre vicaire et générique Kropotkine dont les conceptions synthétiques, dues à ses vastes connaissances des faits historiques et à une compréhension profonde de l'évolution moderne, ont si puissamment contribué à la propagation mondiale de l'anarchisme.

Que tous les camarades lisent attentivement ses deux dernières brochures : « L'idée révolutionnaire dans la Révolution » et « la Révolution sera-t-elle collectiviste ? »

Ils y trouveront condensés en quelques pages les arguments contre lesquels ne prévaudront jamais les digressions les plus habiles.

CHANTSAIS LEON.

Pour la Propagande Anarchiste

Il est temps, si nous voulons faire œuvre d'anarchistes aux convictions sincères, de ne pas continuer ces querelles intestines qui, depuis quelque temps, n'ont fait qu'épuiser nos forces au seul profit de nos ennemis communs, nos oppresseurs.

Assez de dissertations. A savoir si un communiste peut être individualiste et vice versa. Quand donc reconnaitrons-nous que tout individu qui a pour doctrine la négation de l'autorité et l'amour du beau peut, sans conteste, se réclamer de l'idéal anarchiste.

Assez des principes. « N'en jetez plus », sous peine de sombrer comme les anciens groupes dits révolutionnaires, au sein d'un parti quelconque.

Nous devrions, à mon sens, faire preuve, comme le disait si bien Pierre Marin tout dernièrement, « d'une sociabilité généreuse ». Cela montrerait que nous ne sommes pas des « imposteurs ».

Si nous savons profiter des événements qui viennent de se produire aux dernières élections, nous aurons un travail des plus sérieux à accomplir. Mais, pour cela, faut-il coordonner nos efforts, faire table rase de toutes nos petites mesquineries qui ont produit un si déplorable effet. Laissons se dépenser l'activité de tempéraments différents pourvue que le point de convergence soit toujours de développer l'amour de la liberté chez les hommes et la haine des contraintes.

Pensons un peu qu'un grand nombre de camarades socialistes sont prêts à embrasser notre doctrine. Nous avons pu nous en rendre compte lors de notre campagne antiparlementaire.

Ils ont les yeux fixés sur les 102 élus du parti. Que voulez-vous, ils n'étaient pas, comme nous, des esprits libres et des avisés. Ils attendent les faux pas — « pour ne pas dire les trahisons » — que ne manqueront pas de faire les socialistes républicains-radicalisés — que nous leur avons prédits. Et, devant la justesse de nos raisonnements, nous les verrons venir grossir nos rangs.

Pour nous, je crois que nous devons tenir compte du grand succès socialiste, car il nous montre le repêchage du parti radical de Villeneuve-Saint-Georges, de Narbonne et des salés juridiques.

Ce parti, qui allait perdre le pouvoir et son influence et qui cherchait à ramener dans le peuple des enthousiasmes à jamais éteints, n'a pas hésité à s'allier avec les socialistes unifiés, aux intérêts pourtant différents et distincts. Et, par ce fait même, les deux partis se confondent au point de produire une situation équivoque.

C'est le cas des grands principes... ce miroir aux alouettes.

Voilà, par conséquent, nos ennemis de l'heure présente : et, quel que soit la différence de langage de ces deux partis, puisqu'ils tendent au même but, puisque le succès de l'un amènerait infailliblement ce que l'autre désire, il est hors de doute qu'ils ne doivent être, à nos yeux, qu'un seul et même parti.

Allons ! camarades, à l'œuvre pour démasquer et combattre tous ces faiseurs de lois, « jésuites roses ou rouges sang de boeuf ». Dessillons les yeux de tous ces pauvres électeurs qui croient encore aux bons maîtres et qui, par répercussion, nous obligent à souffrir de leur bêtise.

Sentons-nous les coudes. Assez de divisions parmi nous. Mettons au-dessus des questions d'étiquettes — communisme ou individualisme — nos conceptions libertaires. Et là seulement notre propagande portera ses fruits et nos adeptes deviendront plus nombreux.

Taisez-vous enfin, sectaires qui brisez nos mouvements et usez nos énergies, et laissez-nous, selon nos moyens, diffuser cet idéal de bonheur et de bien-être qu'est l'anarchie.

Henri Sirolle.

Comité Anarchiste International

Organisant un grand meeting pour le 2^e quinzaine de juin, le Comité prie tous ses correspondants de l'extérieur de bien vouloir activer et envoyer le plus rapidement possible tous les documents qu'ils ont ou peuvent avoir, pour ce prochain meeting.

Le Comité fait appel également à tous les organes révolutionnaires de l'extérieur qui n'ont pas encore fait le service de leur journal, de bien vouloir le faire.

Toute la correspondance peut être adressée en n'importe quelle langue, soit à Albert, 15, rue d'Orsel, Paris, soit aux Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris.

Le Comité A. I. C. R.

ANGIOLILLO

Souvenirs d'un Typographe

La maison W. L. et C^e était à cette époque le rendez-vous des typographes internationaux à Londres. A côté d'une quarantaine de compositeurs anglais, on y employait aussi des collègues français et allemands, ainsi que quelques Russes, Espagnols, Italiens, Hollandais et Suédois. Nous étions généralement classés en plusieurs groupes selon la langue. Un tel groupe s'appelait en anglais « Ship », et le metteur « Captain » ou « Clicker ». Le groupe des Français était certainement le plus intéressant de tous. C'est lui qui confectionnait le *Courier de Londres*.

J'avais en face de moi un vieux vétéran, originaire du midi de la France. Malgré son âge et les tempêtes qui avaient passé sur sa vie, ses traits révélaient encore une grande énergie. Déjà comme étudiant il avait été mêlé aux événements politiques de son pays et plus tard il avait fait preuve d'héroïsme sur les barricades. C'est dans la lutte impitoyable pour la vie, à l'étranger, qu'il avait appris le métier de typographe. Maintenant c'était un penseur taciturne que nous avions surnommé « le philosophe ». Comme capitaine nous avions un vieux belge maussade, dont M. Norrin, ancien sergent de l'armée française, surnommé le « camarade », était la main droite.

Son meilleur ami était un de nos compatriotes, notre sympathique Charles — un déserteur également. C'était un brave homme, mais l'obéissance n'était pas précisément sa plus haute vertu. Ayant employé envers son lieutenant la loi du talion — œil pour œil, dent pour dent — il avait été obligé de quitter précipitamment sa patrie.

Avec le Russe et l'Espagnol qui avaient beaucoup voyagé, nous formions ensemble une joyeuse famille, et c'était souvent touchant de voir comment tous ces étrangers pratiquaient l'entraide et savaient partager leur pain avec les nécessiteux qui se présentaient.

Un commencement de l'été 1897, nous reçûmes un nouveau collègue, Signor Angiolillo, un noble italien.

Tout son extérieur, le Havelock et le feutre mou à bords larges, était plutôt celui d'un journaliste que d'un disciple errant de Gutenberg. Du reste, ses mains fines nous prouvaient qu'il n'avait pas grandi à côté de la case typographique.

Sa belle figure franche, les cheveux soyeux de teinte foncée, la petite barbe et la tournure sveltes de son corps trahissaient sa provenance des contrées ensoleillées de l'Europe méridionale.

A cette époque j'occupais une double place, et comme l'espace était devenu un peu limité, je fus obligé de lui en céder une partie. Il devint donc mon compagnon de travail.

Nos relations étaient empreintes d'une franche cordialité, mais au commencement nous eûmes des difficultés à nous comprendre, car s'il parlait bien l'italien, l'espagnol et le français, il ignorait l'anglais, et les quelques bribes de français que j'avais acquises, ne suffisaient guère à tenir une conversation. Mais il apprit l'anglais en se jouant.

Par son attitude modeste et distinguée, ainsi que par ses manières pleines d'égards envers les collègues, il ne tarda pas à gagner la sympathie de tous. Ce qui le rendait encore plus intéressant dans nos yeux, c'était le mystère impénétrable qui enveloppait son passé.

Un dimanche après midi, je reçus la visite d'Angiolillo. Selon la coutume du pays par ces dimanches mornes d'Angleterre, je l'introduisis et le présentai à mes cohabitants. Parmi eux se trouvaient quelques jeunes dames qui subirent aussitôt le charme irrésistible de ses bonnes manières.

Après l'inévitable thé, une des jeunes dames se mit au piano. Alors les ladies voulurent savoir si le Signor avait aussi des aptitudes musicales et comme celui-ci le confirma modestement, elles l'assailirent pour qu'il contribuât un peu à l'amusement général. Il ne se fit pas prier longtemps, se mit à l'instrument et emporta bientôt l'auditoire par un flot de mélodies classiques de son pays vers les sphères harmonieuses. L'enthousiasme provoqué par son talent était général.

Après il nous chanta de chants d'amour italiens et espagnols en s'accompagnant lui-même. Et là nous eûmes l'occasion d'entendre un ténor qui aurait fait l'orgueil de n'importe quel opéra. Ces mélodies douces et harmonieuses venant du fond de l'âme, émuèrent les cœurs et fascinèrent les sens.

Un jour, Angiolillo ne vint pas au travail, et comme pendant quelque temps nous ne reçûmes de ses nouvelles, supposant qu'il était malade, je décidai d'aller le visiter.

Lorsque j'entraî chez lui, il parut surpris. La table à laquelle il travaillait était couverte de manuscrits. Il est donc journaliste, pensai-je.

Au mur j'aperçus la photographie de Victor Hugo, et sur sa table un exemplaire de la *Liberté*. Dans sa patrie, Angiolillo avait été rédacteur à cette feuille. Mais ayant eu des difficultés avec les autorités, il avait été obligé de quitter l'Italie. Il se dirigea d'abord vers l'Espagne et alla de là en France et en Belgique et vint enfin à Londres. Je commençai à me rendre compte de la personnalité de notre ami mystérieux, Angiolillo était anarchiste.

Quelque temps après, les journaux relataient l'attentat qui avait eu lieu dans un théâtre à Barcelone. On sait que les auteurs furent fusillés et beaucoup de personnes, gênées à cause de leurs opinions politiques, arrêtées. Dans la tragique forteresse de Montjuich, on cherchait à obtenir des aveux en soumettant les accusés à des tortures qui rappelaient les pires époques de l'inquisition. Une partie de ceux qui furent expulsés plus tard arriva dans un état pitoyable en Angleterre.

Parmi les victimes se trouvaient plusieurs hommes auxquels Angiolillo était lié d'amitié. Les nouvelles qui lui étaient parvenues sur le traitement qu'on leur avait infligé, l'émuèrent profondément. L'ayant visité un jour, j'assistai à une scène vraiment pénible. La douleur d'Angiolillo fut extrême. Après quelques minutes silencieuses de réflexion, la tête appuyée dans sa main, il se mit subitement à sangloter, pendant que des larmes amères roulaient sur ses joues. Ensuite en proie à une colère terrible, il se dressa menaçant en criant : « Canovas ! Canovas ! ». Dans sa surexcitation il parlait tantôt en anglais, tantôt dans sa langue maternelle. Des lambeaux de phrases que je pus saisir, je déduisis que le seul responsable ne pouvait être que Canovas, le premier ministre qui était au pouvoir en Espagne en 1897. C'était également lui qui avait sur sa conscience les horreurs perpétrées à Cuba, même envers des femmes et des enfants. En face de cette violente explosion de colère et de douleur, je me retirai doucement.

Le lendemain, Angiolillo vint à l'imprimerie pour nous faire ses adieux. Tous, nous regrettons son départ et personne ne savait où il allait.

M. Antonio Canovas del Castillo, le premier ministre espagnol, se trouvait à Santa-Agueda en vacances. Naturellement on écartait sévèrement tous les étrangers du lieu de son séjour. Seul un Italien, de manières distinguées, se défendait le représentant d'un grand journal, bénéficia d'une plus grande tolérance. Ce monsieur élégant c'était Angiolillo.

Un jour Canovas voulut faire sa promenade journalière. Lorsqu'il apparut sur la veranda, Angiolillo se dressa en face de lui. D'une main sûre il déchargea son revolver et Canovas s'effondra mortellement atteint.

L'auteur de cet attentat ne tenta pas de se sauver ; lorsque la femme du ministre accourut en criant à l'assassin, il jeta l'arme encore fumante, s'inclina poliment et dit : « Pardon, madame ! Je vous estime comme une honnête femme, mais je regrette que vous soyez l'épouse de cet homme. » Ensuite il s'abandonna à son sort.

Quand les renseignements officiels eurent établis le séjour d'Angiolillo à Londres, notre imprimerie fut littéralement assaillie par une nuée de journalistes et de mouchards qui nous photographiaient à la sortie.

C'est avec le sourire sur les lèvres d'Angiolillo est allé à l'échafaud, et c'est sans trembler et sans frémir qu'il accepta la mort.

On le garrotta et selon la coutume orientale, son corps resta étendu jusqu'au coucher du soleil. Les passants, remplis d'horreur, disaient en se le montrant des doigts : « Le voilà, le criminel, ce rebû de l'humanité... »

J'eus un serrement de cœur.

DERLITZKI.

(Traduit par Appenzeller.)

Une Protestation

Nos camarades anarchistes russes protestent contre la conduite scandaleuse de la police à leur égard lors de la manifestation au Mur des Fédérés. Leur lettre nous étant parvenue trop tard pour paraître dans notre dernier numéro, nous nous exprimons, aujourd'hui, de dire ce que nous pensons de l'attitude des flics le 24 mai.

Les anarchistes russes, au nombre

de cent cinquante environ, prirent place dans le cortège, derrière les anarchistes français et italiens, et portèrent leur drapeau noir en chantant des hymnes révolutionnaires et en conspuant les flics passés derrière les tombes.

Arrivés tout près du Mur, ils furent brusquement entourés par une nuée d'agents qui les isolèrent des autres groupements. Malgré cela, ils défilèrent en bon ordre et en chantant la *Marche funèbre révolutionnaire*.

Arrivés à la sortie, vers la place Gambetta, les flics sommèrent nos camarades de rouler leur drapeau et, comme à ce moment les anarchistes russes n'étaient plus qu'une douzaine, les sbires Hennion en profitèrent pour se jeter brutalement sur eux. Une bagarre éclata au cours de laquelle nos amis se défendirent vaillamment.

En tous cas, les anarchistes russes ont pu constater que la police de la République française n'avait rien à envier — en fait de brutalité — aux cosaques du Tsar.

Groupe de Propagande Musicale

AUDITIONS POPULAIRES DE MUSIQUE DE CHAMBRE

Nous faisons appel à tous ceux qui croient avec nous que l'art est indispensable à l'émancipation de la classe ouvrière.

La cinquième et dernière séance de la saison aura lieu le jeudi 11 juin 1914, à 9 heures précises du soir, salle de « l'Unité Sociale », 84, boulevard Anguste-Blanqui (13^e). (Métro : Clignancourt ; tramway : Arcueil-Châtillon.)

Au programme : Causerie explicative. Œuvres de BAGH, BEETHOVEN, etc., pour chant (soprano, contralto, baryton), violon et piano ; piano trio (piano, violon, violoncelle).

Un programme détaillé sera distribué dans la salle. Invitation à tous. Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

Collectivisme ou Communisme

Une Réunion contradictoire

Au cours de la campagne, le candidat socialiste s'était engagé, quel que soit le résultat du scrutin, à venir à Bezons pour y développer « Le Collectivisme » contradictoirement avec un des nôtres qui traiterait « Le Communisme ».

Jeudi dernier donc, devant une salle bondée, le citoyen Lehey commença par nous déclarer que l'idéal des Communistes était très lointain mais que pour arriver à son application il serait nécessaire de traverser une phase : le Collectivisme.

Il expliqua ensuite avec force démonstration, que celui-ci existait déjà dans la société contemporaine, il ajouta que l'individu seul ne pouvait rien, mais que groupé il pouvait agir.

Les socialistes, disait-il, veulent opposer au Collectivisme des capitalistes, un collectivisme ouvrier, tous deux internationaux.

Navez-vous pas besoin de l'Etat pour défendre vos intérêts, n'est-ce pas lui qui vous permet de lutter contre le grand capitalisme nous dissuadant ; ne serait-il pas possible que tout soit mis en commun avec un collectivisme parfait, ne serait-ce pas la fin des luttes pour arracher ce dont on a besoin.

Comment s'y prendre pour défendre l'individu seul si vous ne l'armez pas de lois protectrices.

Nous sommes des anarchistes conservateurs et nous sommes presque d'accord avec vous.

E. Girault vient lui déclarer que nous n'étions pas d'accord quant dans bien des cas nous pouvions nous rendre la main, afin d'effectuer certains travaux d'éducation et de lutte contre certaines iniquités. L'affaire Dreyfus en fut un exemple du reste.

Il continue en déclarant que le Collectivisme ne peut se confondre avec l'anarchisme ; il ajoute afin d'appuyer cette affirmation il y a trois doctrines : la bourgeoisie qui a engendré le capitalisme ; avec la propriété individuelle, socialisme s'appuyant sur le Collectivisme d'Etat, anarchisme niant toute autorité.

Jaurès a déclaré que nous pourrions être d'accord pour aller vers une société meilleure, mais qu'il fallait des garanties contre l'individu, car il a des instincts qui peuvent être mauvais.

Les socialistes veulent un ordre autoritaire, une réglementation du travail de la consommation, quoique amoindrie autant qu'il est possible.

Il continue Reclus n'a-t-il pas écrit que l'homme est le résultat d'une évolution et démontre qu'il n'est ni bon ni méchant, s'adaptant au milieu et est perfectible, qu'il est donc une garantie pour lui, que la société doit être basée sur les individus qui la composent pour entretenir des rapports humains meilleurs.

Les socialistes croient au besoin d'une autorité : l'Etat avec ses gendarmes, ses juges ; les anarchistes recherchent toujours des vérités nouvelles et les matérialisent, mais ne veulent subir aucune loi, rejettent toute autorité même de l'Etat.

Il remonte ensuite à l'origine du Socialisme, et démontre où cela nous a mené, il s'appuie sur Karl Marx, Darwin, Bernstein pour réfuter les arguments présentés par Lehey.

C'est une hérésie de parler de lois sociales, qui sont vérité aujourd'hui, erreur demain, il est préférable de contrôler, examiner, chercher que de suivre, d'écouter.

Il serait trop long de reproduire toute l'argumentation des deux orateurs qui par trois fois reprirent la parole.

De cette réunion, nous pouvons nous déclarer satisfaits, car sans prétention nous pouvons affirmer que les théories du Communisme émises en l'occurrence ont certainement fortement frappé l'auditoire qui était composé de beaucoup d'élèves de Lehey.

Nous n'irons pas jusqu'à dire que nous y avons fait des adeptes, cependant nous pensons qu'il en restera quelque chose, et qu'il est préférable d'habituer les travailleurs à envisager l'application du Communisme de préférence au Collectivisme.

Nous prions les camarades dont l'abonnement est expiré de bien vouloir nous faire parvenir le montant du réabonnement, afin de nous éviter les frais de recouvrement par la poste.

ETUDES SOCIALES

Par un Paysan

(Suite)

Deux partis se trouvent donc continuellement en présence ici dans les Vosges comme ailleurs : le bloc et la calotte. On a l'impression que ces groupements forment les derniers vestiges de l'action révolutionnaire de 93. Le bloc, force du peuple contre les parasites d'en haut, la calotte, l'amie et l'alliée de l'aristocratie et de la royauté. Malgré les apparences on ne distingue plus que de nom les deux partis ennemis. Avec l'entrée en scène des *hommes d'argent*, l'aristocratie nouvelle, toute est devenue confusion, réaction.

Au même électeur qui préférerait être roulé par un radical plutôt que par un réactionnaire la question se pose : « Quelle différence y a-t-il entre le radicalisme et le cléricisme ? »

La croyance du prêtre catholique, certes, pèse bien peu dans la balance économique, mais les opinions des grands prêtres radicaux, les financiers, que valent-elles de plus ? *Religion et politique sont l'un et l'autre métiers d'argent*.

Combien vraies les paroles de Louise Michel : « Il est curieux de constater que tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1870 cachent toujours dans le germe la réaction. Quelles sont les véritables causes de cet état d'esprit ? Je résume que c'est le régime parlementaire entier qui en est cause, parce que pas plus qu'en 1870, le gouvernement ne représentait les aspirations du peuple, le gouvernement actuel ne peut solutionner les conflits économiques, n'étant pas qualifié pour le faire. »

L'effacement des partis avancés, radicaux, radicaux-socialistes et socialistes est donc incompréhensible, puisqu'il est sans importance que nous soyons gouvernés par des réactionnaires radicaux ou par des cléricaux opportunistes. Les deux étant nuisibles, pourquoi faire des concessions aux uns plutôt qu'aux autres. Il est sans importance qu'une pierre d'un mur en démolition soit rouge ou blanche, puisqu'elle doit tomber sous la pioche. Tout au plus sa couleur en indique-t-elle la valeur économique et permet-elle de la grouper avec d'autres pierres pour des emplois nouveaux.

Pourquoi donc aussi vouloir à tout prix faire jouer à la tendance nouvelle, le féminisme, pour l'appeler par son nom, un rôle dans ce vieux théâtre démodé aux poutres et banquettes vermoulues, aux décors défoncés, aux murs vacillants ?

Certes, il est tentant pour une jeune première, débutante encore timide, de trouver un engagement même sur une scène vétuste et démodée. Il y a de l'amour-propre de la jeune personne ou du parti naissant. Le féminisme vaut mieux que cela. Et à tous égards il faut crier casse-cou par intérêt bien compris pour soi-même et pour le féminisme qui ne doit pas s'effondrer lamentablement dans un parlementarisme de mauvais aloi. Il y a de la place ailleurs pour les femmes qui sont en train de se laisser mater par une combinaison sociale usée, rapée, finie, pourrie de la semelle au bonnet. Les raccolleurs parlementaires sentant leur fin prochaine voudraient embaucher le féminisme officiel comme dame de compagnie à Marianne.

Il y a déjà des nuances politiques même dans ce nouveau parti, n'est-ce pas, mon Jo !

Que les officielles d'entre les femmes comprennent une fois pour toutes qu'on ne recommande les mêmes erreurs qu'avec des ignorants et que les petits des loups sont et restent des loups, qu'ils soient femelles ou mâles. Cependant, il existe la non officielle, la robuste femme du peuple, celle qui vit par son propre travail, celle qui est peuple et qui veut rester peuple et ignore les manœuvres des grandes dames allant dans le féminisme par passe-temps, par désaveusement, par névrose ou par ambition malsaine. Ce féminisme-là suivra ses destinées ! Il luttera pour l'affranchissement de la femme en même temps que celui de son compagnon de travail, sans jamais dissocier deux éléments sociaux se complétant l'un l'autre. Il ira la main dans la main avec les hommes d'action qui ne renient point les principes d'internationalisme et de communisme justement mis en évidence par la grande révolution. Pas plus que les hommes, les femmes ne feront de la politique parlementaire sans se couler moralement, sans reculer d'un plan la véritable question qui se pose au travail, à savoir : Quels moyens choisir pour démolir le pouvoir capital, l'ennemi de tous les temps, de toutes les civilisations, de toutes les besognes humaines utiles ?

Voilà donc la question dégagee de tous les dépendances à côtés parlementaires. Il importe peu que les individus

votent ou ne votent pas pour tel ou tel candidat de tel ou tel parti.

Laissez donc, vous les travailleurs, la vieille machine parlementaire grincer, halèter, trépanner, s'essouffler en des discours sonores, des enquêtes à la Rochette et des ordres du jour d'impuissance !

Ce qui est utile avant toutes choses, c'est d'apaiser les conflits économiques entre travailleurs, de vous grouper, de vous solidariser, d'étudier les conditions les meilleures pour arriver à un travail de moins en moins abêtissant. Ne craignez point d'empoigner le taureau par les cornes et de regarder bien en face la question propriétaire, celle qui divise le plus les prolétaires et qui les livre sans défense à la merci des politiciens.

C'est là qu'est le nœud de la question sociale, ne cherchez pas ailleurs.

Et c'est selon que vous interprétez cette question en vue de solutions pratiques prochaines que vous serez faibles ou forts, misérables par une soumission irraisonnée à la minorité de parasites qui vous gouvernent ou riches de votre propre travail, dont les fruits n'iront plus dans les mains des intermédiaires oisifs, mais seront employés au profit exclusif de tous les membres de la grande famille des producteurs.

Donnant donnant, c'est nous l'avons vu, la base de la société actuelle. Chacun par l'expérience journalière peut ou a pu s'en convaincre. Cela suppose que tout le monde travaille et à de quoi faire des échanges.

Si le contraire était vrai, à dire qu'il y ait des gens qui ne travaillent pas de quelque façon utile et qui puissent consommer sans produire, c'est qu'il y aurait rupture d'équilibre entre les individus liés ou supposés tels par un même contrat social.

Pour travailler avec fruit dans son propre intérêt comme dans l'intérêt bien compris de tous, il faut pouvoir disposer d'un certain outillage, de machines, de bétail, de terres, etc.

Si dans notre société il y avait donc des individus dépourvus des outils nécessaires au travail, c'est que encore une fois il y aurait rupture d'équilibre dans le sens inverse.

D'un côté il existerait des êtres vivant sans travailler. Leur état est contraire aux lois naturelles ! De l'autre des hommes ne travailleraient pas faute des apports premiers que leur doit la société qui les a reçus dans son sein.

Les uns forceraient les échanges avec les producteurs par des moyens violents ou des moyens de ruse ; les autres baisseraient visière devant la sociabilité entre producteurs parce qu'ils considéreraient ceux-ci comme complices de la minorité de fainéants, de malins, parlant et agissant au nom des premiers, sous le couvert d'une autorité funeste aussi bien aux éléments soumis qu'aux unités de la révolte.

Une société ainsi constituée aboutit fatalement à l'avènement d'une classe de privilégiés s'appuyant sur la loi et d'une classe de travailleurs de toutes catégories sociales domestiqués par cette même loi.

Est-ce le cas pour la France et en somme pour tous les Etats d'Europe organisés politiquement ?

M. Caillaux, l'homme de l'impôt sur le revenu, va nous le dire.

« Si l'on estime à 200 milliards la fortune en capital possédée par les Français, on s'aperçoit que 27 % du total, soit 55 milliards, sont entre les mains de 18.000 personnes et que 37 % du même total, 75 milliards, sont entre les mains de 45.000 personnes. On constate enfin que les 6/10 du capital national, représentant 120 milliards, sont entre les mains de 260.000 personnes. Et ces chiffres disent que les 260.000 personnes représentent 1/146 de la population de la France et qu'elles possèdent 460.000 fr. chacune. Dans tous les cas un nombre fort restreint de personnes détient la plus grande partie de la fortune de ce pays. » (Discours de Caillaux à la Chambre, le 14 mars 1909).

Maintenant, du même ministre des Finances, reprenons l'ironique antienne : « J'ai écrasé l'impôt sur le revenu tout en ayant l'air de le défendre. Je me suis fait acclamer par le centre et la droite et je n'ai pas trop mécontenté la gauche. Je suis arrivé à donner un coup de barre à droite qui était indispensable. »

Possédons-nous réellement la preuve que nous sommes gouvernés par une minorité et que le gouvernement de la République actuelle est constitué pour la défense de la noblesse d'argent ?

